

Evolution et avenir de la guérilla en Amérique latine



Carlos Tablada (professeur d'économie à Cuba) a rappelé que la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme a commencé très tôt à Cuba. De la seconde moitié du XIX^e, avec la guerre d'indépendance contre les Espagnols sous la direction de José Martí, jusqu'à la Révolution victorieuse du premier janvier 1959. Depuis lors, Cuba s'est vu confronté à un blocus américain. Grâce à la mobilisation de son peuple et à la solidarité internationale Cuba tint bon et se développa comme aucun pays d'Amérique Latine ne s'est développé jusqu'à ce jour.

Aujourd'hui, à cause de l'effondrement du socialisme dans les pays de l'Est, Cuba est soumis à un double embargo, un véritable blocus de la part des forces réactionnaires internationales qui visent à étouffer son peuple et ses acquis. Mais le camarade Tablada conclut: «Les Cubains tiendront parce qu'ils

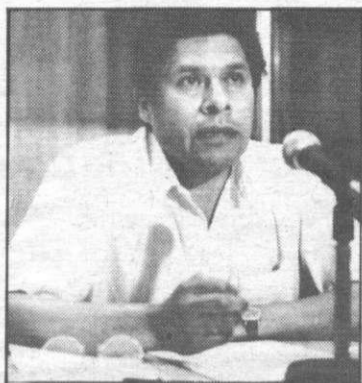
savent qu'il n'ont pu vivre dignement et librement que sous le socialisme».



Pour **E. Azocar**, du P.C. chilien, bien que le gouvernement actuel ait ouvert des «espaces de libertés», il continue à assumer l'essentiel du modèle établi par la dictature. Pinochet reste le chef de l'armée et les violations des droits de l'homme se poursuivent. La dictature fit du Chili le premier laboratoire du néolibéralisme, dont s'inspirèrent Thatcher, Reagan et la Commission européenne. Actuellement, le pays est ravagé par la pauvreté, il compte au moins cinq millions de pauvres sur une population totale de douze millions d'âmes.

Le P.C. chilien, avec d'autres forces progressistes, a mis sur pied le Mouvement de la Gauche Allendiste pour les prochaines élections présidentielle et législative. Sa pla-

te-forme vise à instaurer une société socialiste, populaire et démocratique qui serait la continuation de l'œuvre d'Allende. Toutefois le P.C. chilien, tirant les leçons de la défaite de 1973 et de la lutte contre la dictature, estime que «s'il faut utiliser les espaces institutionnels, il est nécessaire de se préparer à toutes les formes de luttes permettant de défendre les conquêtes».



Luis Arce Borja expliqua d'abord pourquoi le mouvement révolutionnaire dirigé par le P.C. péruvien est la cible d'une forte campagne de répression et de désinformation. «Après 13 années d'intense lutte politique et militaire (...) la guerre populaire porte atteinte aux intérêts économiques, politiques et idéologiques des classes dominantes, principalement ceux de l'impérialisme nord-américain (...) Elle se propose de liquider la domination et la propriété impérialiste, y compris la dette extérieure. Elle

vise à mettre fin à tout type d'exploitation imposée par le capitalisme et la semi-féodalité».

«Pour ces objectifs, le peuple péruvien a déjà payé un lourd tribut: 30.000 assassinats et 10.000 disparitions perpétrées par l'armée, des milliers de prisonniers politiques détenus dans des camps de concentration. Avant même que l'invasion américaine n'ait réellement débuté, on peut affirmer que le Pérou est un nouveau Vietnam». «La lutte armée est à l'ordre du jour en Amérique latine. La libération de ses peuples passera nécessairement par un affrontement militaire avec les groupes de pouvoir locaux et de l'impérialisme nord-américain».

Omar Gomez, de l'Union Camilista - Ejército de liberación Nacional et de la Coordinadora Guerrillera Simon Bolivar de Colombie, a brossé un tableau de l'évolution des guérillas en Amérique latine: 1) Durant les années 70, c'est dans le cône Sud que se sont développés des mouvements révolutionnaires; ceux-ci ont été victimes de la première vague réactionnaire; ils vivent aujourd'hui une tentative de recomposition. 2) Ensuite, c'est en Amérique centrale que de tels mouvements se développèrent mais, à part Cuba qui résiste toujours, ils se sont enlisés sous la pression de l'impérialisme. 3) Actuellement, c'est dans les Andes

que la contradiction est la plus forte: au Venezuela, par exemple, avec des mouvements de protestation sociale d'où pourraient sortir des avant-gardes armées, mais surtout en Colombie et au Pérou.

Le commandante Gomez conclut à la crise de l'impérialisme, qui ne pourra que s'enliser dans un processus répressif auquel répondra une lutte révolutionnaire toujours plus décidée.



Luis Fernandès, du P.C. do Brazil, a décrit la situation dramatique dans laquelle se trouve le Brésil où les 10% les plus riches contrôlent plus de la moitié des richesses alors que les 30% les plus pauvres ne disposent que de 4% de la richesse nationale. Le développement du capitalisme signifie impérialisme, violence, misère. Les piliers centraux de la tactique du P.C. do Brazil sont 1) la question nationale (anti-impérialisme); 2) La défense des droits démocratiques.

L'apartheid a changé de tactique mais ses buts restent identiques

L'assassinat de Kris Hani a focalisé sur la situation en Afrique du Sud le débat du 1er Mai concernant le colonialisme et le néocolonialisme.

• **Dennis Nkosi** (29 ans), membre du Comité Central du PC sud-africain: «Pour mon peuple et pour moi-même, c'est un moment émouvant et difficile. Aujourd'hui, c'est Chris Hani qui aurait dû prendre la parole ici, mais il a été brutalement assassiné. Nous devons analyser de manière critique les récents événements. Nous ne devons nous faire aucune illusion sur l'avènement de la paix et de la liberté dans notre pays. Le régime d'apartheid a changé de tactique, mais ses buts restent inchangés. Il travaille selon un double agenda. D'une part il négocie avec les

mouvements de libération, d'autre part il mène une «guerre de faible intensité» pour priver notre peuple de l'espoir d'une Afrique du Sud non raciste et démocratique. Le gouvernement soutient des forces d'extrême droite qui veulent déstabiliser le pays et il dépense des millions pour des opérations secrètes.

Nous disons à De Klerk: «Ça suffit!». Nous ne voulons pas négocier pour négocier. D'ici au 31 mai, De Klerk doit accepter une date pour les élections, une assemblée constituante, la création d'un gouvernement de transition, un contrôle commun des forces armées et des services de sécurité et des sessions publiques pour examiner les opérations secrètes du gouvernement. Sinon, nous passerons à des actions de masse

continues. Si le gouvernement n'entend pas raison, nous nous libérerons par nos propres forces».

• **Paulo Matate**, membre du Frelimo et directeur du ministère de l'Information du Mozambique. «L'Afrique du Sud a mis en place chez nous des groupements terroristes qui ont constitué plus tard le RENAMO. En dépit des accords de paix signés par feu le président Samora Machel avec l'Afrique du Sud, celle-ci a poursuivi son aide au RENAMO. Le bilan de 16 années de déstabilisation est épouvantable: un million de personnes ont été tuées, deux millions ont fui vers les pays limitrophes, 4 millions ont été déracinées et ont dû fuir la campagne vers les villes. Des millions de gens — surtout des femmes et des enfants — sont handicapés ou traumatisés. Des écoles, des hôpitaux, l'industrie et l'infrastructure ont été détruits. Une étude de la Banque Mondiale a estimé qu'il faudra vingt ans avant que les effets de cette guerre de déstabilisation soient annulés».

• **Honoré Lokossa**, du Comité Culturel pour le Bénin. «Pendant la période coloniale, la lutte anti-impérialiste coïncidait avec la lutte pour la dignité de l'homme africain, opprimé par le colonisateur blanc et traité en animal. Nos intellectuels qui devaient diriger ce combat ne

devaient pas faire de grands efforts sur le plan de l'analyse et de la théorie. Il suffisait de dire que nous aussi avions le droit de vivre et tout le monde pouvait se joindre au front anticolonial, sans distinction de classe. Le camp socialiste soutenait la lutte et les démocrates du monde entier estimaient que le colonialisme était devenu inacceptable. L'impérialisme réalisait qu'il pouvait perdre sa domination. C'est pourquoi il s'est retiré... pour revenir sous une forme beaucoup plus trompeuse. Car à la tête des États africains, il a placé des autochtones qui partageaient ses intérêts et poursuivaient sa politique. C'est ainsi qu'est né le néocolonialisme. Maintenant des Africains pouvaient exploiter d'autres Africains. Nous avons découvert le phénomène des classes, la nécessité de l'analyse et de la lutte de classes.

En 1976 fut fondé le Parti Communiste du Bénin, qui devait développer la ligne révolutionnaire. Il a fallu travailler parmi les masses afin de faire progresser l'idée d'une révolution nationale et démocratique. C'est pour éliminer cette révolution-là que la France a réuni toutes les forces réactionnaires dans une conférence nationale. C'est une nouvelle tactique de l'impérialisme: remplacer des dictatures périmées par de nouveaux



A gauche, Paulo Matate, à droite, Shambuyl Kalala

technocrates. Ailleurs en Afrique, nous observons le même phénomène. partout, il y a des conférences nationales suivant le même scénario, le même programme: le Programme Structurel d'Adaptation, qui signifie: chômage accru, vente des entreprises publiques à l'étranger, la mort de l'enseignement public et la fin des soins de santé».

• **Shambuyl Kalala**, de la Mouvement Progressiste du Zaïre. «Aussi bien l'Union Sacrée que la Conférence Nationale n'ont rien d'autre à proposer que de demander aux Occidentaux de venir gérer notre pays. Pour eux, le choix est: Mobutu ou l'ONU. Mais nous savons bien ce que représente l'ONU. C'est le retour ouvert de l'Occident avec ses gestionnaires. Ici, en Belgique, la presse refuse de prêter attention aux forces qui, au sein du mouvement pour la démocratie, estiment que nous, les Africains, pouvons nous organiser nous-mêmes».

W.G.

Lors de la clôture du meeting final, aux côtés du président du PTB, Ludo Martens: Honoré Lokossa (à gauche) et Dennis Nkosi (à droite)

